

Sommes-nous prêts à affronter la guerre ?

Publié le 22 juillet 2026

« La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens », disait Carl von Clausewitz. Elle accompagne l'histoire de l'humanité depuis toujours. Malgré les progrès du droit international, de la diplomatie et de la coopération entre États, les conflits armés continuent de marquer l'actualité mondiale.

L'invasion de l'Ukraine en 2022 et, plus récemment, les conflits au Moyen-Orient et la guerre en Iran sont venus rappeler brutalement cette triste réalité à une Europe assoupie par 80 ans de paix. Par ailleurs, le retour à la Maison Blanche de Donald Trump apparaît comme le possible début d'un renversement d'alliances : d'alliés ancrés dans l'OTAN, les États-Unis semblent se contenter d'être désormais un simple partenaire de l'Europe. La France et l'Europe ont-elles réellement pris la mesure du retour de la guerre, ou continuent-elles à raisonner comme si la conflictualité restait périphérique ? Face à des guerres contemporaines qui se distinguent par leur complexité croissante, intégrant non seulement des affrontements militaires classiques, mais aussi des dimensions technologiques, économiques et informationnelles, sommes-nous prêts militairement, industriellement, psychologiquement et politiquement à une logique de confrontation durable ?

Les nouvelles formes de guerre

Drones, cyberattaques, robotique, intelligence artificielle, espace... la guerre au XXI^{ème} siècle change de visage et devient une guerre de haute et longue intensité. Face à cela, disposer d'une armée puissante ne garantit plus nécessairement une préparation complète à la guerre tant les conflits contemporains prennent souvent des formes nouvelles qui dépassent le cadre des affrontements traditionnels. La guerre cybernétique, par exemple, peut perturber des infrastructures essentielles, telles que les réseaux électriques, les systèmes bancaires ou les moyens de communication, sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. De plus, les conflits modernes sont souvent asymétriques. Des groupes armés moins équipés peuvent utiliser des tactiques de guérilla ou exploiter les technologies numériques pour compenser leur infériorité militaire, on le voit avec la résilience de l'armée iranienne face à la toute puissance militaire étatsunienne. La supériorité technologique ne suffit pas toujours à assurer la victoire. Les contraintes économiques représentent également un défi majeur. Une guerre prolongée exige des ressources financières considérables et peut fragiliser durablement l'économie d'un pays. Les États modernes, fortement intégrés dans l'économie mondiale, sont particulièrement vulnérables aux perturbations commerciales, énergétiques et financières engendrées par les conflits. Le blocage du détroit d'Ormuz, avec ses conséquences sur les prix de l'énergie, en est l'évidente illustration. Les peuples des nations occidentales, habitués à la prospérité, sont-ils prêts à accepter cela ? En dépit des progrès réalisés dans le domaine militaire, la nature changeante de la guerre rend hélas toute préparation incomplète et nécessite une adaptation permanente. Comme se le demande Jean-Dominique Merchet dans son livre « Sommes-nous prêts pour la guerre ? »

Où en sommes-nous ?

Face au retour de la guerre à nos portes, la France a engagé une transformation profonde de son outil de défense. Loi de programmation militaire, exercices de guerre interétatique, relance industrielle, montée en puissance des réserves... Autant de chantiers qui témoignent d'une armée qui se prépare, sans relâche, à affronter la haute intensité. Disposant de l'arme nucléaire, la France est une puissance militaire crédible et reconnue. Contrairement

à certains pays qui ont fait le choix de spécialiser leurs forces, elle conserve un modèle d'armée complet, terrestre, aérienne et navale. Enfin, l'armée française est la seule armée en Europe à disposer d'une expérience opérationnelle quasi continue. Engagement en Bosnie, au Kosovo, au Sahel, en Syrie...notre armée est rodée aux opérations extérieures. Mais, en l'état actuel des choses, l'armée française serait incapable de résister plus de quelques jours à un conflit de haute intensité. Dès les premiers jours du conflit russo-ukrainien, Emmanuel Macron alertait : « la guerre en Ukraine marque un changement d'époque pour l'Europe, qui doit désormais accepter de devenir une force plus souveraine et de s'affirmer davantage sur la scène internationale ». La France a choisi de répondre par un réarmement stratégique afin de « rester une puissance mondiale ». La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, dotée de 413 milliards d'euros, acte ainsi la rupture avec les désarmements d'après-guerre froide.

Cette LPM est l'expression d'une augmentation significative des dépenses militaires : elle annonce une hausse progressive du budget annuel de la défense, qui atteindra 69 milliards d'euros en 2030, contre environ 44 milliards d'euros en 2022. L'objectif est de renforcer trois axes majeurs : une augmentation des stocks de munitions conventionnelles, une augmentation de la disponibilité des équipements, des infrastructures et de l'entraînement des forces, la modernisation de la dissuasion via l'évolution technologique et la poursuite du programme de sous-marins nucléaires de nouvelle génération. Pour autant cet effort est-il suffisant sur la durée ? Notre capacité industrielle à répondre aux besoins pose en effet question et, selon les experts, plusieurs années seront nécessaires pour augmenter notre capacité de manière substantielle. En outre, la France n'est pas souveraine en matière de composants critiques (technologies numériques et semi-conducteurs). Cet élan industriel repose aussi sur la constitution d'une réserve industrielle de défense (RID), forte de 3 000 réservistes qualifiés, pouvant être mobilisés pour répondre aux pics de production en temps de crise. Mais la tâche est immense et la France sait qu'elle ne peut rester seule. D'où l'urgence d'un réarmement européen, structuré et solidaire.

Où en est l'Europe ?

En Europe aussi, l'heure est à l'action. Pour Marcos Perestrello, président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, « il est clair, désormais, que consacrer 2 % de notre PIB à la défense est insuffisant ». Dès 2024, la majorité des 27 pays de l'Union ont franchi ce seuil symbolique. La Pologne y consacre 4,1 % de son PIB, les États baltes entre 2,9 % et 3,4 %, la France 2,1 %. Même l'Allemagne, longtemps réticente, a débloqué un fonds exceptionnel de 100 milliards d'euros pour moderniser la Bundeswehr. L'élan est là, mais il reste fragile. Notre dépendance vis-à-vis des États-Unis reste importante. L'exemple des F35, préférés aux Rafales par de nombreux pays européens, est significatif. Pour inverser la tendance, la Commission européenne a lancé en 2025 le plan Rearm Europe, doté de 800 milliards d'euros. Pour la première fois, une dérogation au Pacte de stabilité permet de financer massivement la défense. Ce plan est complété par le Fonds européen de la défense, qui soutient la recherche, l'innovation et la coopération industrielle transnationale. L'ambition est claire : bâtir une base industrielle souveraine, réduire la fragmentation des systèmes, harmoniser les chaînes logistiques, et surtout faire émerger une culture stratégique commune. L'Europe s'est réveillée. Reste à transformer cet éveil en puissance réelle. L'Europe reste dépendante de certaines ressources stratégiques extérieures, telles que le gaz, le pétrole ou certaines technologies militaires, ce qui peut limiter sa capacité de réaction en cas de conflit prolongé.

Ensuite, la fragmentation politique au sein de l'Union européenne constitue un obstacle majeur. Les pays membres ne partagent pas toujours la même vision stratégique et présentent des divergences sur le rôle de l'OTAN. Par ailleurs, concernant la cyberguerre, la désinformation et les conflits hybrides, l'Europe peine encore à se doter d'une stratégie cohérente et complète. Pour faire face efficacement au retour de la guerre, l'Europe doit donc relever plusieurs défis. Tout d'abord renforcer sa souveraineté stratégique en réduisant ses dépendances, en développant des industries de défense autonomes et en investissant dans la recherche militaire et technologique. Ensuite, améliorer la coordination politique et militaire pour parvenir à une vision européenne unifiée de la sécurité. Enfin, la préparation à la guerre ne peut se limiter au domaine militaire. La résilience des sociétés civiles est essentielle : elles doivent être capables de gérer des crises économiques et humanitaires, de soutenir des efforts

prolongés et de résister aux campagnes de désinformation. Or, dans un contexte marqué par les tensions sociales et la polarisation politique, cette résilience n'est pas toujours garantie. Pourtant, comme le rappelle le général Schill : « ce sont les armées qui gagnent les batailles, mais ce sont les peuples qui gagnent les guerres ».

Ukraine, Moyen-Orient... l'ordre mondial est bouleversé et l'inquiétude monte de plus en plus au sein des populations. Faut-il craindre dans les prochaines années l'éclatement d'une guerre de haute intensité en Europe ou dans le monde entier ? Face au désengagement diplomatique américain, comment la France et l'Europe se préparent-elles ? Leurs efforts sont-ils suffisants pour demain faire éventuellement face au pire ? Comment aller plus loin ?

Réponse le 27 août lors de la plénière « Sommes-nous prêts à affronter la guerre ? »

► [Plus d'infos sur laref.org](https://laref.org)